



13 nouveaux projets d'OSC françaises financés par l'AFD : l'agriculture familiale et le développement rural à l'honneur

Treize nouvelles subventions ont été accordées à des initiatives d'OSC françaises par le comité ONG de l'AFD du 6 mars, pour un montant de 8 868 308 euros (permettant un financement global de 18 584 368 euros) : cinq projets de soutien à la petite agriculture et au développement rural, deux projets de soutien à l'éducation et à l'enfance, un projet de développement économique et social de zones défavorisées en Tunisie, un projet de plateforme d'ONG françaises impliquées dans la défense des droits de l'Homme, un projet de sensibilisation et d'éducation au développement et à la solidarité et, enfin, un projet de soutien de la presse indépendante, en ligne, dans le monde arabe.

Agriculture et développement rural : cinq projets

Appui au développement agricole dans les zones de montagne du Nord Laos

ONG : Comité de coopération avec le Laos (CCL)

Ce projet de soutien à l'agriculture familiale va contribuer à améliorer la santé et la situation nutritionnelle des communautés et à diversifier les productions de l'agriculture familiale, afin d'élargir les opportunités des paysans de la zone et d'améliorer leur autonomie face à l'expansion des grandes filières commerciales. En outre, le projet permettra de renforcer les capacités des agriculteurs et de leurs organisations pour exploiter de façon durable les ressources naturelles, se structurer et faire valoir leurs droits en permettant une meilleure valorisation de leur production sur les marchés.

Le projet a également comme objectif d'autonomiser les équipes gouvernementales de la région associées aux activités du programme et asseoir ainsi des structures de plaidoyer et de diffusion des pratiques en faveur des minorités ethniques du Nord Laos.

Le projet, qui est la deuxième phase du projet d'Appui au Développement agricole dans la Province d'Oudomxay, devrait concerner 16 000 personnes. Il est prévu pour une durée de trois ans. La subvention est de 372 000 euros, soit 50 % du montant total du projet qui s'élève à 744 000 euros.

Renforcement des organisations professionnelles agricoles, levier de développement des économies rurales

ONG : FERT

La première phase de ce projet, qui se déploie au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kenya, à Madagascar et en Tanzanie, avait concentré ses efforts sur l'autonomie technique et organisationnelle des organisations professionnelles agricoles. Cette seconde phase se consacre à l'acquisition de leur autonomie économique et financière, leur insertion dans leur environnement, ainsi que sur la formation et l'insertion des jeunes.

Le projet intervient auprès de 2775 organisations professionnelles agricoles et de leurs 50 000 membres.

Il apportera une attention toute particulière à la viabilité des services techniques offerts par les organisations professionnelles agricoles à leurs membres. La promotion des femmes et des jeunes au sein des instances de décisions, l'insertion des jeunes et l'adoption de pratiques agro-écologiques au niveau parcellaire, mais également au niveau des filières et de territoires en vue de réduire les impacts négatifs du changement climatique, feront partie intégrante des préoccupations du projet.

Convention-programme TRANSFERT 2. Subvention de 2 231 880 euros, équivalent à 56% du financement qui est égal à 3 999 710 euros.

Amélioration des pratiques de développement agricole et rural en Afrique par la mise en réseau des acteurs et des savoirs

ONG : Inter-Réseaux

Au sein de son large réseau d'acteurs euro-africains, Inter Réseaux, par ce projet, renforce les capacités de sa structure, de ses membres et de ses partenaires à produire, diffuser et confronter des savoirs et des expériences dans le domaine du développement agricole et rural en Afrique. Le projet a pour objectif la production d'information individuelle et collective par les membres du réseau afin d'améliorer la connaissance des politiques, des pratiques et des capacités de négociation de chacun sur cette thématique.

Ce programme bénéficiera aux personnes et aux structures au Sud et au Nord, mobilisées sur les questions de le développement rural en Afrique : ONG, organisations de producteurs agricoles et d'éleveurs, chercheurs, consultants, administrations, décideurs, etc., soit plus de 10 000 personnes ou structures.

Le projet durera trois ans. Son budget total est de 1 906 322 euros, dont 929 070 euros financés par l'AFD (soit 48,74% du total).

Développement rural intégré au Maroc

ONG : Migrations & développement

Dans les régions Souss Massa et Drâa Tafilalet, le projet a pour objectif d'améliorer la gestion des exploitations et la commercialisation de produits agro-écologiques, de mettre en place des partenariats économiques pluri-acteurs (projets intercommunaux, systèmes d'approvisionnement campagnes/villes,...), de former des OSC locales, notamment de femmes et de jeunes, aux principes

de démocratie participative, et de mobiliser la diaspora marocaine pour favoriser l'émergence de projets de développement.

En outre, ce projet permettra à douze organisations de la société civile marocaines de mettre en œuvre directement des projets liés à la citoyenneté.

Le projet a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs locaux, à créer des synergies et à valoriser les ressources territoriales de deux régions du Maroc, afin de favoriser leur développement durable.

Les enjeux du projet sont importants : la zone d'intervention est particulièrement vulnérable, marquée par un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale et un secteur primaire impacté par les effets du changement climatique et qui reste le principal pourvoyeur d'emplois. Ces régions sont également marquées par l'insertion difficile des jeunes, des femmes et des populations migrantes dans les processus de décisions. Enfin, le dialogue entre la société civile et les collectivités locales reste à construire après la promulgation des lois organiques de 2016 relatives aux collectivités locales.

Phase 2. Projet de trois ans d'un montant global de 2 082 410 euros, avec un financement accordé par l'AFD de 40,2 %, soit 837 000 euros.

Renforcement de la résilience des acteurs ruraux de six communes du Département de Dogondoutchi au Niger face au changement et aux risques climatiques

ONG : EAU VIVE

Afin de contribuer à l'amélioration de la résilience des communautés rurales nigériennes face au changement climatique, le projet a pour but d'assurer la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique : restauration des ressources naturelles, pratiques agro-sylvo-pastorales adaptées, accès à l'eau potable et productive (l'eau agricole et d'élevage), développer les activités de production.

En outre, le projet propose d'améliorer la prise en compte du changement climatique dans les projets de développement local, notamment par le biais du renforcement de capacités des acteurs locaux et la planification de mesures d'adaptation dans les plans locaux de développement, tant au niveau des communes que des communautés villageoises.

Le projet se déploie sur six communes du département de Dogondouchtchi, dans la région de Dosso, au Niger. Il s'appuie sur les compétences de deux organisations de la société civiles locales reconnues, partenaires du projet. Il bénéficiera de l'implication de 88 élus des conseils municipaux ainsi que de dix réseaux de producteurs agro-sylvo-pastoraux.

Le montant total du projet s'élève à 1 837 580 euros dont 629 120 euros (34 %) sont apportés par l'AFD.

Education : deux projets

Renforcement des capacités des enfants et des jeunes de Gaza pour qu'ils deviennent acteurs de changement dans leurs communautés, Territoires palestiniens

ONG : CCFD-Terre Solidaire

Situé au sud de la bande de Gaza, le projet se concentre sur l'accompagnement d'enfants et de jeunes - y compris en situation de handicap - dans des activités citoyennes. Les filles et les jeunes femmes feront l'objet d'une attention particulière. Il est mis en œuvre par l'ONG Culture et Pensée libre, organisation engagée dans une approche de sensibilisation aux droits humains, dont les capacités seront renforcées dans ses activités de soutien psychosocial, de protection, de soutien éducatif et de développement personnel.

Ce projet conjugue activités scolaires et périscolaires, dans le but de soutenir les enfants et les jeunes dans leur développement personnel (soutien psychosocial et activités thérapeutiques pour soutenir les enfants et les jeunes en difficulté) et scolaire (soutien pédagogique et matériel aux écoles : formation pour les enseignants à l'apprentissage actif, création d'outils d'apprentissage interactif, expérimentations scientifiques).

En outre, il permettra de développer les compétences des enfants pour une citoyenneté active : formation au leadership, aux droits humains, compétences techniques de mobilisation, théâtre, production multimédia, plaidoyer, radio en ligne, photographie, initiatives menées par les jeunes : culturelles, de plaidoyer ou génératrices de revenus.

Bénéficiaires directs : 3700 dont 1200 enfants âgés de 6 à 16 ans, 400 jeunes, 170 enseignants, 28 employés de Culture et Pensée libre, 1 175 parents et cinq organisations communautaires.

Bénéficiaires indirects estimés à 100 000 personnes (familles, enfants, membres des communautés).

Subvention de 800 000 euros, soit 35 % du budget global du projet d'un montant de 2 283 447 euros.

Amélioration de l'éducation scientifique dans les lycées de Madagascar, à l'aide de la pédagogie active et des outils numériques

ONG : Accesmad

Seuls 27% des bacheliers malgaches sont inscrits en séries scientifique et technique. Ces compétences sont pourtant indispensables dans nombre de secteurs-clefs pour le développement durable de l'île et sa capacité d'innovation. Dans ce but, le projet porté par Accesmad entend améliorer la qualité des enseignements et leur attractivité dans les lycées publics et privés à but non lucratif de treize régions de Madagascar.

Pour y parvenir, le projet va permettre d'utiliser davantage les outils éducatifs numériques (TICE) pour l'apprentissage des sciences et de renforcer la collaboration avec le ministère de l'Education nationale pour la formation continue des enseignants à ces outils (collaboration qui comprendrait notamment la co-construction de modules de formation) et la mutualisation des outils numériques.

Le projet prévoit un renforcement de capacités des acteurs associatifs partenaires à savoir : Accesmad France, Accesmad Madagascar et Ivo Siansa (réseau d'associations Lapa Siansa).

D'une durée de trois ans, le projet bénéficiera à 1800 enseignants et 55 000 lycéens.

Subvention de 200 000 euros, soit 48,65 % du montant global du projet qui s'élève à 411 070 €.

Autres projets

Accompagnement de petits acteurs économiques de régions défavorisées de Tunisie

ONG : Adie International

Ayant pour objectif de favoriser le développement économique et social de certaines zones défavorisées de Tunisie, ce projet, prévoit l'accompagnement des petits acteurs économiques et des filières lait, recyclage et apiculture.

Le projet offrira donc des services non financiers (formations, coaching individuel, suivi personnalisé, mise à disposition d'un service d'information spécifique à certains métiers) diversifiés et adaptés aux besoins des micro-entrepreneurs, en améliorant l'offre,

Il renforcera les compétences des équipes de Taysir, qui met en œuvre le projet, afin de garantir la meilleure collaboration possible entre le conseiller crédit (Taysir Microfinance) et le conseiller accompagnement (Taysir Conseil),

Il poursuivra l'accompagnement à la structuration et au développement des trois filières déjà appuyées (lait, recyclage et apiculture) et le lancement d'un nouveau projet filière après qu'aura été menée une étude des filières à potentiel.

Il entend enfin poursuivre des activités de plaidoyer en faveur de l'amélioration du secteur de la microfinance en Tunisie, mais aussi en vue d'une meilleure implication des instances publiques dans le soutien aux filières.

La subvention accordée est de 729 978 euros, soit 50 % du montant total du budget du projet qui s'élève à 1 459 955 euros. Durée du projet : trois ans.

Mobilisation des sociétés civiles marocaine et tunisienne pour renforcer le dialogue sur la résilience au changement climatique

ONG : WWF France

Le projet a pour objectif de mobiliser et de renforcer les capacités des organisations des sociétés civiles (OSC) marocaine et tunisienne à mener un dialogue constructif avec les pouvoirs publics sur la résilience aux dérèglements climatiques. Il a également pour objectif de mettre en place des politiques publiques et des mesures d'adaptation.

Il se déclinera en trois axes. D'une part, formation des OSC marocaines et tunisiennes sur l'état actuel des connaissances scientifiques en matière d'adaptation aux changements climatiques, ainsi que sur les politiques, mesures d'adaptation et appropriation de ces connaissances via l'élaboration de 12 recommandations à destination des décideurs publics.

D'autre part, le renforcement des capacités de quinze OSC en Tunisie et de quinze OSC au Maroc sur les techniques de plaidoyer, la mise en réseau et le plaidoyer auprès des institutions ciblées pour l'intégration de l'amélioration de la résilience aux changements climatiques dans les politiques publiques des deux pays.

Enfin, la mise en œuvre sur le terrain de mesures d'adaptation afin de nourrir et illustrer les recommandations et la réflexion formulée, puis les faire valoir auprès des décideurs et des institutions ciblées.

La mise en œuvre du projet est prévue sur trois ans, pour un budget total de 600 000 euros et une subvention demandée à l'AFD de 50% de financement soit 300 000 euros.

Mise en place d'une plateforme d'ONG françaises impliquées dans la défense des droits de l'Homme

ONG : Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme

Initiée il y a plus de deux ans par un groupe d'ONG françaises, le projet vise à accompagner la mise en place du premier espace permanent de coordination et de représentation des ONG françaises engagées sur les droits de l'homme au niveau international. La plateforme fédèrera les organisations mobilisées en faveur de l'indivisibilité des droits fondamentaux, se définissant elles-mêmes comme ONG de promotion ou de défense des droits de l'homme, et partageant des pratiques professionnelles communes (contentieux, veille et alerte, travail sur le cadre législatif, plaidoyer, etc.). Cette plateforme « métier » cherchera à accroître la capacité de représentation et de visibilité de ses membres, notamment vis-à-vis des pouvoirs publics, des autres réseaux d'OSC existant à l'échelle nationale ou européenne, et du secteur privé. Elle cherchera également à favoriser les collaborations et le renforcement mutuel de ses membres via des formations, projets communs et échanges de pratiques.

D'ores et déjà soutenue par onze organisations partenaires, la plateforme a pour ambition de regrouper vingt ONG membres d'ici à trois ans.

L'AFD contribue à hauteur de 126 002 euros, soit 60% du budget total de 210 003 euros.

Le collectif des ONG françaises du secteur de l'eau et de l'assainissement : une force de mobilisation et de proposition en France et à l'international

ONG : Coalition Eau

Depuis 2007, Eau Vive anime et héberge la plateforme « *Coalition Eau* » qui réunit trente organisations de la société civile (OSC) et qui constitue une force de propositions et d'actions permettant de faire entendre la voix de la société civile à l'occasion de l'élaboration et de la négociation des stratégies de développement en matière d'eau et d'assainissement, tant au plan national qu'international.

Ce projet de structuration du milieu associatif a pour objet la consolidation du collectif Coalition Eau et sa contribution à l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°6 (ODD 6) portant sur l'accès

universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement, en priorité pour les plus vulnérables, tout en préservant les ressources en eau.

Le projet s'articule autour de trois objectifs spécifiques, qui correspondent aux axes stratégiques que s'est fixée la Coalition Eau : influencer les décideurs et les politiques publiques pour une meilleure prise en compte du secteur « eau » et pour le respect des engagements pris ; renforcer les capacités de plaidoyer et l'expertise sectorielle des OSC membres et de leurs partenaires, tout en valorisant leurs savoirs et compétences ; et, enfin, informer et contribuer à sensibiliser les citoyens sur les problématiques liées à la solidarité pour l'eau et l'assainissement pour tous.

L'AFD contribue à hauteur de 576 600 euros, soit 55 % du budget total de 1 049 611 euros.

Sensibilisation et d'éducation au développement et à la solidarité : « Occurrens – cultivons la rencontre entre citoyens du monde »

ONG : Fondation d'Auteuil (Apprentis d'Auteuil)

Le projet « *Occurrens* : Cultivons la rencontre entre citoyens du monde » a pour objectif d'améliorer le vivre et agir ensemble des jeunes en situation de vulnérabilité accueillis par le réseau Apprentis d'Auteuil.

Le projet entend contribuer à co-construire une société plus juste et plus solidaire par ce programme d'éducation au développement et à la solidarité qui comprend, d'une part, des actions de sensibilisation en direction des jeunes, des éducateurs et des enseignants permettant la compréhension de mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde ; d'autre part, des activités collectives permettant la mobilisation de jeunes et leur engagement proactif dans la solidarité internationale comme facteur de changement social ; et enfin, des activités de renforcement des capacités des professionnels de l'éducation non-formelle et des expérimentations des nouvelles pratiques éducatives.

Plus de 24 000 jeunes en situation de vulnérabilité seront sensibilisés et mobilisés dans le cadre du projet en trois ans.

L'AFD contribue à hauteur de 836 658 euros, soit 60% du budget total de 1 394 430 euros.

Médias indépendants en Méditerranée

OSC : Orient XXI

Le projet a pour objectif de soutenir le développement de plusieurs sites d'information en ligne du monde arabe. Dans ce but, Orient XXI propose de renforcer les structures et les compétences (journalistiques et en matière de gestion) des équipes de ces médias, à travers la mise en place de collaborations et de formations réciproques. Ainsi, sont prévues la réalisation et la publication d'enquêtes communes, qui permettront l'acquisition de connaissances et de bonnes pratiques journalistiques, et des résidences entre les équipes pour favoriser le transfert de compétences en matière de structuration et de développement des médias (gestion financière, recherche de fonds,

développement de la visibilité, management et organisation interne, développement web, définition d'un modèle économique, etc.).

Projet ayant enfin pour but d'encourager un journalisme en ligne de qualité, il entend renforcer leurs capacités de formation de ces rédactions à destination de jeunes journalistes extérieurs.

De manière plus générale, le projet a un objectif d'amélioration de la qualité de l'information et de renforcement du rôle des médias et de liberté de la presse.

Bien qu'imaginé et porté par Orient XXI, le projet est le fruit d'une étroite collaboration entre quatre acteurs français de natures différentes : Canal France International (CFI), agence opératrice du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'ONG CCFD-Terre solidaire et l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC).

La subvention accordée est de 300 000 euros, soit 49,52 % du montant total du budget qui s'élève à 605 830 euros. Durée du projet : trois ans.